



UE/Iran : négociier malgré la méfiance mutuelle - Tarja Cronberg

Parallèlement au débat avec Catherine Ashton et le vote d'une résolution sur l'Iran et son programme nucléaire, Tarja Cronberg (Verts), la députée européenne qui préside la délégation pour les relations avec Téhéran, évoque le principal problème des négociations : « L'UE se méfie des Iraniens et les Iraniens n'ont pas confiance dans les Européens. C'est un point de départ difficile mais les négociations sont nécessaires. Sinon, ce sera la guerre ».

Quel est le problème de l'UE avec l'Iran ?

Tarja Cronberg : L'UE a une longue histoire de négociations avec l'Iran à propos du nucléaire. Les Européens ont souvent cru que le gouvernement de Téhéran n'était pas sérieux, qu'il jouait avec eux et manquait de transparence. Les sanctions sont un message fort : l'UE est désireuse de négocier mais l'Iran doit prendre cette décision au sérieux.

Est-ce que l'Iran est le nouvel Etat voyou ?

TC : Le discours de George W. Bush sur « l'Axe du mal » a créé une sorte de statu quo politique qui envenime la situation. Les Iraniens jugent que leur droit d'enrichir de l'uranium, reconnu notamment par plusieurs traités internationaux, a été injustement bafoué. En outre, ils s'estiment victimes de sanctions plus sévères que d'autres pays - le Japon, le Brésil... - qui se livrent à la même activité, dans le même cadre légal.

Je crois qu'il faudrait trouver des moyens pour inciter les Iraniens à revenir à la table des négociations et que Catherine Ashton devrait affirmer que l'UE est ouverte aux discussions, sans poser de conditions. Mais l'UE se méfie des Iraniens et les Iraniens se méfient des Européens : c'est un point de départ difficile mais les négociations sont une nécessité. Sinon, ce sera la guerre.

Quel est l'objectif des sanctions et quelle est la position du Parlement européen ?

TC : Ces sanctions sont assez générales et portent sur le pétrole et la banque centrale. Elles devraient avoir un impact sur l'économie iranienne dans son ensemble. Quant à savoir si elles inciteront le gouvernement à changer sa position, nous n'en savons rien; probablement pas. Il y a très peu d'exemples dans le monde où des sanctions ont conduit à un changement de politique.

L'Iran est acculé et le pays aura du mal à sauver la face à l'égard de sa propre population quand les négociations commenceront. D'où le besoin de trouver de nouvelles motivations. Le Parlement va voter une résolution demain. Il soutient les sanctions, tout en insistant sur le fait que l'Iran doit montrer davantage de transparence et d'ouverture concernant son programme nucléaire.

Dans quelle mesure ces sanctions vont-elles affecter la population ?

TC : Il est impossible de toucher à l'économie d'un pays sans avoir un impact sur la population. Je suis sûre que le gouvernement va devoir licencier des enseignants ou réaliser des économies dans les hôpitaux : les sanctions auront donc des conséquences sur les Iraniens, leurs emplois et leurs revenus.

Article

Ces condamnations influenceront également l'économie mondiale et nous-mêmes. Nous devons payer l'essence plus chère si le pétrole iranien n'afflue plus sur le marché. Le pire, c'est que ces coupes vont affecter des pays européens plus durement que d'autres : la Grèce, par exemple, importe la quasi-totalité de ses hydrocarbures d'Iran à de très bonnes conditions. Athènes va donc être directement concernée par ces sanctions. Ceux dans l'Union qui sont déjà confrontés à des problèmes économiques risquent de souffrir davantage.

Peut-on comparer l'Iran avec l'Irak?

TC : Il existe certain parallèles : dans les deux cas, les Occidentaux ont suspecté des programmes de prolifération d'armes de destructions massives. L'Irak n'avait pas d'arme nucléaire et n'a jamais pris la décision de la développer. L'Iran non plus n'a pas non plus d'arme nucléaire. Une différence est que Saddam Hussein a suspendu les inspections des observateurs internationaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique alors que des enquêtes sont continuellement menées en Iran. Une équipe de chercheurs de l'AIEA a ainsi quitté le pays hier.